



portant approbation du procès-verbal de la séance
plénière du 17 septembre 2020

Point inscrit à l'ordre du jour n° 1

Conseil d'administration du 12 mai 2022

Vu le Code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3 ;
Vu les Statuts de l'Université de La Réunion ;

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration **approuvent le procès-verbal du Conseil d'administration réuni en séance plénière du 17 septembre 2020, annexé.**

Résultat du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				33		
N'ayant pas pris part au vote				8		
Nombre de voix	pour	21	contre	0	abstention (s)	4

Fait à Saint-Denis le **20 mai 2022**
Le Président de l'Université de La Réunion


Professeur Frédéric MIRANVILLE

Transmis à la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des universités, le **27 MAI 2022**

Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le **27 MAI 2022**

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE
DU 17 septembre 2020**

Le Conseil d'administration de l'Université de La Réunion a été convoqué en séance plénière **le 17 septembre 2020, à 10h00, en hybride.**

Sur 33 membres en exercice dûment convoqués, 23 étaient présents ou représentés à l'ouverture de la séance à 10h24. Le Conseil d'administration de l'Université de La Réunion a pu valablement siéger sur l'ordre du jour suivant :

Points stratégiques, institutionnels et projets :

1. Approbation des procès-verbaux des séances plénières du 13 mars et du 09 avril 2020 – sous-réserve.
2. Lettre de cadrage budgétaire pour les moyens 2021.
3. Création du Directoire du Campus de Terre Sainte.
4. Désignation des membres de l'université au renouvellement du Conseil d'administration du parc national de La Réunion.
5. Dénomination de l'amphithéâtre de l'IAE, « amphithéâtre Maurice CERISOLA ».
6. Point d'information : Elections 2020.
7. Procédure d'appel à candidatures – personnalités extérieures du CA.

Points d'organisation et de gestion :

8. Procédure pour la mise à disposition d'ordinateurs portables aux étudiants ;
9. Adhésion de l'université de La Réunion au Réseau des Etudes françaises à Maurice.
10. Remboursement à un tiers suite à un sinistre.
11. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche ne relevant pas de la délégation de pouvoir octroyée au Président.

Points d'information :

12. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche pour information.
13. Récapitulatif des arrêtés « diverses tarifications » en vertu des délibérations du CA n°2016-85 et n°2016-86.
14. Questions diverses.

ONT ASSISTE AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVE

MEMBRES PRÉSENTS

Président de l'Université de La Réunion : Frédéric MIRANVILLE

Professeurs : Jean-Pierre CHABRIAT – Nathalie WALLIAN.

Maîtres de conférences et autres enseignants : Katia ANGUE (Visioconférence) – Fabrice VIALE – Chloé BOURMAUD à partir de 10h26(Visioconférence).

Personnels BIATSS : Annie DUMONT – Jean-Philippe VELIA (Visioconférence) – Ilias TIMOL (Visioconférence) – Arsène GARAIOS (Visioconférence) – Yasmine OUMOURI jusqu'à 12h32.

Usagers : Samantha POTHIN – Alexandros ZAKHARATOS – Ahmed CHAMSI SAID – Stéphane MANANT.

Personnalités extérieures : Nathalie NOEL, représentant du Conseil régional jusqu'à 12h45 (Visioconférence) – Brigitte CHARLES (Visioconférence).

MEMBRES REPRÉSENTÉS

Professeurs : Anne-Sophie TABAU *par Chloé BOURMAUD* – François TAGLIONI *par Frédéric MIRANVILLE*.

Maîtres de conférences et autres enseignants : Salim LAMRANI *par Katia ANGUÉ* – Florence PELLEGRY *par Katia ANGUÉ*.

Personnels BIATSS : Yasmine OUMOURI *par Jean-Pierre CHABRIAT* à partir de 12h33.

Usagers : Dany ELISABETH *par Samantha POTHIN* – Ketty GRONDIN *par Samantha POTHIN*.

Personnalités extérieures : Nathalie NOEL *par Jean-Philippe VELIA* à partir de 12h46 – Alain ARMAND, *par Frédéric MIRANVILLE* – Claude-Anne GAUTHIER *par Brigitte CHARLES* – Jeanne LOYHER *par Brigitte CHARLES*.

ONT ASSISTÉ EN QUALITÉ D'INVITÉS

Erwan POLARD, Représentant du Recteur de l'académie – Patricia DUCRET, Vice-présidente en charge de l'égalité Femmes-Hommes et de la prévention des discriminations – Anne-Françoise ZATTARA-GROS, Vice-présidente en charge des relations internationales et de la coopération régionale (Visioconférence) – Olivier SEBASTIEN, Vice-président en charge des usages et des développements du numérique (Visioconférence) – Harry BOYER, Chargé de mission « éthique et déontologie » (Visioconférence) – Christophe PORLIER, Chargé de mission université

numérique en région (Visioconférence) – Luçay SAUTRON Chargé des affaires générales – Jean-Bruno GÉRÉONE, Directeur des ressources humaines – Arnaud TESTULAT, Directeur des finances et de la comptabilité – Juliana M'DOIHOMA (Visioconférence), Directrice de cabinet de la Présidence – Nirmal NIVERT, Directeur des affaires juridiques et institutionnelles – Jean-Marc RIZZO, Directeur de l'UFR Droit et d'Économie (Visioconférence) – Sandrine MARVILLIERS, Directrice de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education de l'Académie de La Réunion au sein de l'Université de La Réunion (Visioconférence) – Richard LORION, Directeur de l'Institut Universitaire de Technologie – Joëlle MENANT, Directrice du Service Commun de Documentation (Visioconférence) – Eric LACROIX, Directeur du Service Universitaire des Activités Sportives (Visioconférence) – Valère LEE-CHING-KEN, Coordonnateur pôle excellence et rayonnement (Visioconférence) – Florence MARIUS, Coordinatrice pôle éco-campus et infrastructures (Visioconférence) – Aldo JEAN-JACQUES, Coordonnateur pôle réussite et vie universitaire (Visioconférence) – Tatiana LEBEAU, Assistante aux affaires institutionnelles.

ONT ASSISTÉ EN QUALITÉ D'INVITÉS REPRESENTANT LES SYNDICATS DES PERSONNELS

Eric LACROIX, SGEN-CFDT (Visioconférence) – Rachelle MARIAMON, CGTR Educ'Action et non syndiqués (Visioconférence) – Yasmine OUMOURI, UNSA ITRF-BI.O – Mathias PAYET, SNASUB-FSU(Visioconférence) – Chloé BOURMAUD, SNESUP(Visioconférence) – Jean-Pierre CHABRIAT, Sup'Recherche.

En préambule, **le Président** précise que c'est la première instance en mode hybride, présentiel et distanciel, pour s'adapter à la situation actuelle. Il rappelle le fonctionnement technique. Pour éviter les bruits parasites, il demande aux participants de s'assurer de couper leur micro après intervention. Les membres ont été convoqués sur un ordre du jour qui comprend 14 points.

Monsieur MANANT demande si c'est le dernier Conseil d'administration de l'année pour la mandature 2018-2020.

Le Président profite de son intervention pour, dans un premier temps, saluer l'arrivée de Monsieur MANANT au sein du Conseil d'administration, représentant de la Fédération des Etudiants de la Réunion, puisque Mademoiselle SORRES a démissionné. Son suppléant reprend le siège de titulaire au sein de ce Conseil.

Il fait un point sur les questions sanitaires au vu de l'évolution de la situation qui reste préoccupante. Avec l'Équipe présidentielle et de direction, un certain nombre de mesures a été pris, dont celle de l'obligation du port du masque sur l'ensemble des campus de l'établissement, et en permanence. Toutes les autres mesures de distanciation physique, hygiène des locaux, hygiène des mains notamment, sont bien évidemment maintenues.

Une deuxième mesure a été d'inviter les collègues qui étaient de retour d'un séjour hors département, de se mettre en télétravail pour l'équivalent d'une semaine. Nous avons revu, sur les campus, l'organisation pour éviter le brassage et faire en sorte que collectivement, nous fassions barrage à ce virus, qui malheureusement continue à être contagieux et à circuler. La pédagogie est de mise.

Au vu de l'augmentation de l'effectif des étudiants en cette rentrée, qui est plus qu'exceptionnelle, et engendre des contraintes extrêmement fortes, on arrive aux limites de la

capacité de résilience de nos équipes, qu'elles soient pédagogiques, administratives ou techniques. Tout le monde a bien conscience que les missions de l'Université doivent se dérouler. On est actuellement à 1300 inscriptions supplémentaires par rapport à l'année dernière, or les inscriptions seront finalisées le 21 septembre. Soit une augmentation équivalente à 3 années d'évolution (avec 1000 inscrits en L1 AES, STAPS et autres filières). Il remercie les collègues qui font preuve d'une capacité d'adaptation exemplaire.

Nous sommes en train de constituer un dossier pour le transmettre au ministère, en passant par notre Académie, afin d'alerter notre tutelle sur cette situation, et de demander des moyens exceptionnels pour nous permettre d'y faire face.

Monsieur POLARD, son représentant, présent ce jour en fera le relais auprès de Madame la Rectrice.

Pour répondre à la question de Monsieur MANANT, **Le Président** précise que ce n'est pas la dernière séance du Conseil d'administration. On est actuellement en pleine opération électorale, donc deux scrutins sont prévus la semaine prochaine, et la fin des mandats des actuels élus est prévue au 30 novembre. Le 1er décembre sera le démarrage du mandat des nouveaux élus, et il y aura à minima encore un Conseil d'administration au mois d'octobre.

Le Président aborde un point d'organisation, concernant la mise en œuvre des délibérations avec cette première séance en mode hybride. Cette modalité est prévue par nos statuts, qui sont complétés sur ce sujet par le Règlement Intérieur, validé en avril 2018.

Pour les délibérations, il est proposé aux membres du Conseil d'administration d'utiliser l'outil de vote à distance déployé au sein de l'établissement, qui permettra de mettre sur un plan d'égalité l'ensemble des membres du Conseil d'administration, à la fois ceux qui sont à distance et ceux qui sont en présentiel dans la salle. L'outil a déjà été utilisé sur de multiples instances, sur toutes les séances du Conseil d'administration jusqu'au mois de juillet. Il est utilisé dans d'autres universités pour faire face à une situation exceptionnelle.

Cet outil permet aussi de faciliter le travail de notre gestionnaire SAI qui aura de façon automatique, les résultats des différentes délibérations. Cela permettra de réagir beaucoup plus rapidement pour des questions de transmission de ces informations.

Il poursuit, par ailleurs, sur une sollicitation de Madame DUMONT, pour la présentation lors de cette séance d'un dispositif de formation, qui a eu lieu au sein de l'établissement. Cette formation permet à ce que certains d'entre nous deviennent des ambassadeurs de la transformation.

Propos liminaires : intervention de Madame WALLIAN, puis de Monsieur CHABRIAT.

Madame WALLIAN manifeste son étonnement concernant la décision de voter à distance au motif qu'il faut permettre l'expression égalitaire des votes en distanciel ou en présentiel. En effet, ayant siégé au bureau du Conseil d'administration du 7 septembre, cette notification n'avait pas été mentionnée. Découvrant en séance, cette modalité de vote en distanciel, elle n'a pris aucune disposition à cet effet.

Le Président précise effectivement que cela n'avait pas été évoqué en bureau le 7 septembre dernier. Un certain nombre d'e-mails ont été envoyés sur le sujet expliquant ces différentes modalités pour les différentes séances.

Monsieur CHABRIAT déclare que concernant la modalité de vote à distance, il ne votera pas à distance. Il refuse d'utiliser la plateforme « question.direct », comme indiqué à plusieurs reprises au moment de la mise en place des Conseils d'administration à distance.

Il n'avait pas eu de réponse adéquate à ses questionnements sur qui détient les clés de cryptage., L'Institut national de recherche sur l'intelligence artificielle et l'informatique, l'INRIA, a soulevé beaucoup de problèmes sur ces questions de votes à distance ; et La CNIL a tout un process qui est suggéré pour le vote à distance. À ce jour, en tant qu'administrateur, il ne dispose d'aucun élément au sujet de ce vote à distance.

Dans quelle mesure la personne qui gère ce processus est qualifiée pour le faire ? Sur le site de « question.direct », aucune information n'est précisée, et il avait alerté le recteur à l'époque sur cette question.

Le Conseil d'administration aurait pu être organisé en présentiel, étant donné que nous disposons d'amphithéâtres spacieux pour organiser des séances, en ayant toutes les démarches de respect des conditions sanitaires. En termes de mobilité, dans la période de confinement, ce n'est qu'une fois par mois.

Ce nouveau process ne convient pas à nos instances syndicales au regard de la question du huis clos qui n'est absolument plus garanti, avec un processus de vote tout à fait obscur.

Lors des Conseils d'administration en présentiel, il était présent, mais pour l'instant avec une organisation en distanciel, il est empêché de réaliser sa mission de présence au Conseil d'administration. Une autre réserve également concerne la garantie sur l'utilisation de la plateforme Zoom. Par ailleurs, lors des dernières conférences de la DGSE, des points de vigilance sur la sécurité informatique ont été abordés qui ne sont pas pris en compte avec cette modalité de réunion et de vote en distanciel. On nous a mis en alerte sur des questionnements de piratage informatique, de procédures à mettre en place, de protéger ses ordinateurs, de ne pas mettre de logiciel de visioconférence de n'importe quel type, et de faire attention au firewall.

Le Président remercie pour ces éléments, et admet que ce débat a déjà eu lieu. On peut effectivement reprendre les informations sur l'outil de vote pour refixer les repères dans les esprits des uns et des autres. Il demande à Monsieur Harry BOYER, s'il pourrait rappeler les éléments de vérification qui ont été opérés sur l'outil de vote « question.direct ».

Monsieur BOYER explique que, pour la mise en place de cet outil, le RSSI et Le DPD de l'Etablissement ont été mobilisés, et ont rendu un avis favorable.

Les réponses aux questions :

Qui gère l'intégralité des votes à distance ? Il s'agit du serveur de la société « net.direct ».

Quelle est la qualification de la personne en charge de ce projet ? Il s'agit d'une nomination qui a été proposée par le Président de l'Université.

La délibération de la CNIL, sur laquelle se fonde l'argumentaire que l'outil ne serait pas adapté, ne s'applique pas à l'usage que nous avons au sein de l'Etablissement.

L'utilisation en chiffres de ce process en distanciel donne la mesure suivante : 40 instances se sont tenues avec cet outil, 9000 votes ont été recueillis, avec plus 200 points à l'ordre du jour. Par rapport à l'acceptation de l'outil par les instances, 94 % des membres des instances centrales de l'Etablissement ont créé leur compte et ont utilisé l'application. Et pour le CA, 85 % des membres ont créé leur compte, et ont utilisé cette application.

Le Président souhaite aborder la question du distanciel sous l'angle juridique concernant l'instauration d'une même modalité de vote pour l'ensemble des administratrices et administrateurs. Il donne la parole au Directeur des affaires juridiques, dont c'est le premier Conseil d'administration en présentiel. Il l'invite à donner quelques mots de présentation.

Le DAJI précise qu'il a pris ses fonctions le 9 juin. Il était auparavant à l'Université de Poitiers, où il a exercé des fonctions analogues pendant près de six ans. Ancien diplômé de l'Université de La Réunion, en Master droit et contentieux, il possède également un doctorat en droit public. Pour répondre à Monsieur le Président, aux interrogations légitimes de Monsieur CHABRIAT, et de Madame WALLIAN : les statuts ont été révisés en juillet 2020 pour intégrer et consolider le mode dématérialisé de délibérations des instances.

Le concept à l'article 44-2 vaut lorsqu'une instance siège en mode hybride, c'est-à-dire en présentiel et à la fois en distanciel, afin de respecter l'unicité du mode de vote. On ne peut pas éclater la façon dont les élus vont voter au Conseil d'administration. Le vote et la présence de collègues en distanciel impliquent l'utilisation de l'outil sécurisé dédié au vote des administrateurs. Cela s'impose au Conseil d'administration, et a toute valeur contraignante.

Cette révision reprend les fondements du Règlement Intérieur du Conseil d'administration en termes de confidentialité, de sécurité et de fiabilité nécessaires à une délibération exempte de vices. Toutes les mesures ont été prises en lien avec l'Etablissement et la DAJI pour que les administrateurs puissent voter dans des conditions de sécurité juridique optimales.

Monsieur CHABRIAT entend les discours du Chargé de mission éthique et déontologie, du Directeur des affaires juridiques, mais ils n'ont pas répondu à ses questions : « Est-ce que vous respectez les recommandations de la CNIL ? Pour moi, la réponse est non. Quand on lit les règles de la CNIL, en tant qu'administrateur, et demande qui détient les clés de cryptage ? »

Monsieur BOYER explique que si la question sous-jacente est de savoir si le chargé de projet au vote électronique, détient la clé de cryptage, la réponse est non. C'est le serveur de la société « net.direct » qui s'occupe de toute la partie de cryptage.

La délibération de 2019 de la CNIL donne des recommandations pour l'utilisation de nouveaux outils de vote électronique, et ne vise aucunement l'usage que nous avons de « question.direct » ou de l'outil de vote électronique pour les votes au sein des conseils centraux. Cette recommandation de la CNIL vise les élections constitutives des conseils.

Il profite pour indiquer que le CNESER s'est prononcé, hier, sur un projet de décret visant à autoriser le vote électronique au sein des élections constitutives des conseils.

Monsieur CHAMSI demande à Monsieur BOYER si « question.direct » est actuellement accessible pour les non-voyants.

Monsieur BOYER explique à Monsieur CHAMSI que suite à ses demandes, un certain nombre d'échanges a eu lieu avec le prestataire. Les éléments de modification sont en cours, pour intégrer sa demande qui était bien légitime, de l'interfaçage de l'application avec *Voice-over*. L'outil aurait dû être prêt cette semaine, mais malheureusement, le prestataire n'a pas pu livrer l'interface. Étant aujourd'hui en présentiel, il a normalement la possibilité de voter directement.

Monsieur CHAMSI répond que, pour aujourd'hui, il ne pourra pas voter. Il demande au Président, que ce soit noté, puisque cet outil n'est toujours pas utilisable pour lui. Il ne demandera pas à quelqu'un de voter à sa place.

Le Président précise que les développements sont en cours pour rendre l'outil accessible. Sur les quatre derniers Conseils d'administration en utilisant cet outil, Monsieur CHAMSI a pu se faire aider. On peut mettre à disposition pour cette séance un accompagnement identique. C'est donc un choix de refus de vote.

Le Président invite ceux qui n'ont pas encore créé leur compte à le faire.

Madame DUMONT présente la formation « des ambassadeurs de la transformation », qui est un cycle de formation interministériel. Elle a eu lieu entre juillet et septembre dernier, sur cinq séances, ainsi que sur d'autres formations satellites sur les thèmes de l'intelligence collective et de « travailler mieux ensemble ». C'est aussi un projet à plus long terme qui vise à identifier dans une organisation un groupe de personnes qui fera la promotion, et accompagnera ces nouvelles pratiques.

Ce constat est illustré par deux analyses datant de 2017, l'une à l'échelle de l'Europe, où 69 % des salariés interrogés ne se sentent pas engagés dans leur travail. Quant à l'autre, une enquête interne, réalisée par Monsieur CONAN, révèle que 68 % des interviewés souhaitent un meilleur management, et 74 % rêvent d'une meilleure reconnaissance.

L'engagement des personnels et leur bien-être, quand on veut être efficace, est un préalable. Pour un Etablissement comme le nôtre, qui évolue dans un milieu de plus en plus concurrentiel et en constante évolution, c'est un enjeu majeur. Cet engagement ou cette flamme qui fait qu'on est fier de faire ce qu'on fait. On l'a vu à l'œuvre tout récemment en 2020, et de manière éclatante, pendant le confinement. Les plans de continuité administrative et de continuité pédagogique ont été réalisés en moins de dix jours. C'est une sacrée sensation que d'être pleinement impliqué et d'avoir un sens fort à ce qu'on fait et la sensation d'être utile. Tout le monde devrait pouvoir ressentir cela au travail et pas à cause d'un virus. Ou si virus il y a, cela doit être celui de la motivation, celui du feu intérieur, celui de l'envie et même du rêve.

Les ambassadeurs de la transformation veulent transformer la fonction publique. Ils rêvent de la même chose que nombre de salariés : un environnement de travail apaisé, un équilibre entre vie privée et vie professionnelle, se sentir en confiance et donner du sens à ce qu'ils font.

Ce projet est porté par l'Agence Régionale de la Santé, la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la forêt et l'Académie. Notre Etablissement saura s'imposer comme un partenaire incontournable.

Le 9 octobre prochain, notre préfet inaugurera le séminaire qui marquera la concrétisation de cette idée en la création d'une charte de l'ambassadeur avec une première feuille de route. On y sera, et on compte sur vous pour nous accorder du temps et des moyens.

Le Président remercie Madame DUMONT pour ces éléments d'explication. Il rappelle les modalités de prise de parole à distance avec la main virtuelle.

Sans remarque particulière des membres, il poursuit en soulignant l'importance de pouvoir participer, en tant qu'institution, à cette démarche de transformation du service public pour un meilleur service rendu, ainsi que pour de meilleures conditions de vie au travail. Avec les situations exceptionnelles qu'on a vécues et qu'on vit encore, il est nécessaire qu'on prenne aussi soin de nous, et cela passe par des conditions au travail qui soient modernisées, revues, ou réinventées.

Point n°1 : Approbation des procès-verbaux des séances plénières du 13 mars et du 09 avril 2020 –sous-réserve.

Rapporteur(s) : Le Président

Le Président explique avoir énoncé, pour ce point, les procès-verbaux du 13 mars et du 9 avril, mais celui du 9 avril sera proposé à une prochaine séance.

Cette séance du Conseil d'administration a été préparée en réunion de bureau, le 7 septembre dernier. Conformément à notre plan de reprise de l'activité sur site qui est dans sa phase quatre, les instances reprennent en mode hybride. Il questionne sur les demandes de modification du document.

Madame WALLIAN pose la question sur le fait de voir des écrans noirs, qui témoigne d'une connexion Internet, sans avoir la garantie que les personnes sont en train de siéger. Elle constate pour avoir fait soutenir, pendant six mois maintenant en distanciel, et avoir subi des réunions, que des activités clandestines existent derrière un écran à la caméra éteinte. Elle voudrait que soit noté dans le procès-verbal, sa grande gêne à pouvoir s'assurer que derrière la connexion, il y a un présentiel de membres qui siègent dans un Conseil d'administration.

Le Président note la remarque, et rappelle qu'il y a une responsabilité collective et individuelle. Cela fait quatre ans que ce Conseil d'administration a été élu, il a fonctionné en présentiel, et maintenant en mode hybride. Il n'y a jamais eu à déplorer de problème. Il n'y a aujourd'hui aucune raison objective qui indiquerait que les collègues qui, pour des questions de libération de la bande passante pour le réseau, ne mettent pas leurs caméras, soient dans une logique d'activités clandestines. Dans le cadre d'une responsabilité individuelle d'administrateur, il y a le respect du format, du mandat et de statut d'un élu de l'Etablissement.

Madame DUMONT demande une modification sur un mot, à la page 17. C'est une citation qui concerne le paragraphe relatif à « l'accusé de réception, l'emploi abusif gênant problématique de la copie cachée, elle demande des éclairages ». Il faut remplacer le terme « éclairages » par « éclaircissements », qui est plus approprié.

Le Président prend bonne note de la modification et sans autre remarque, soumet aux voix ce projet de procès-verbal.

Le Président demande à Monsieur BOYER l'ouverture de la session de vote.

Monsieur BOYER répond que pour cette séance, c'est l'Administration qui est en charge avec Madame LEBEAU.

Le Président rappelle les propositions de vote : « pour », « contre », « abstention » ou « refus de vote ». La dernière proposition n'est pas un vote empêché. On peut accompagner toute personne pour le vote, dès lors qu'elle en formule la demande.

Des membres n'ont pas souhaité s'exprimer. Quatre refus de vote sont enregistrés.

Résultat du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				25		
N'ayant pas pris part au vote				4		
Nombre de voix	pour	19	contre	2	abstention(s)	0

Point n°2 : Lettre de cadrage budgétaire pour les moyens 2021.

Rapporteur(s) : Le Président, le DFC et le DRH

Le Président présente le document qui est construit selon le plan suivant :

- des éléments de rappel de la stratégie de l'établissement,
- le contexte de la définition des moyens de ville,
- les priorités pour l'année 2020,
- le cadrage, avec des indicateurs et les deux volets des moyens, qui sont la campagne emploi et les éléments budgétaires hors campagne emploi,
- les éléments pratiques, telles que les demandes de validation de ce qui va remonter en termes d'arbitrage, pour l'arbitrage au niveau de la présidence et aux propositions au conseil d'administration.
- des annexes.

Le projet stratégique d'établissement a été validé par ce Conseil d'administration, dans le courant du semestre précédent, et fonde le contrat quinquennal, qui est actuellement en cours d'élaboration pour une signature entre l'établissement et le ministère.

L'ambition sur la prochaine mandature du contrat d'établissement 2020-2024, est de faire de l'Université de La Réunion, une éco-université d'excellence et de proximité de l'Indianocéanie.

Ce sont ces éléments qui se transcrivent ensuite en objectifs stratégiques et en déclinaison opérationnelle, qui sont au nombre de sept, dont cinq objectifs longitudinaux et deux transversaux.

Au-delà de ces sept objectifs, l'action mise sur la réussite en licence en particulier, sur le rayonnement et la consolidation de nos unités de recherche, et sur la partie internationale. En transversal, ce sont les questions de qualité de vie au travail d'égalité, d'environnement universitaire d'une façon générale qui sont mises en œuvre.

Pour définir ces moyens 2021, basés sur une méthodologie de co-construction des indicateurs et des priorités de l'établissement, le séminaire des moyens 2021 du 4 juillet dernier, s'est tenu dans des conditions particulières puisque nous étions en confinement. Il s'est appuyé sur des éléments existants validés qui ont été revus par rapport à l'année précédente.

Ces éléments de discussion ont été ensuite présentés au Conseil d'administration du 9 juillet à l'occasion du débat d'orientation budgétaire (DOB). Ils font apparaître pour les moyens de fonctionnement et d'investissement les éléments suivants :

- Sur le volet de la formation sept indicateurs, quatre priorités campagne emploi et cinq priorités hors campagne emploi,
- Sur le volet de la recherche, sept indicateurs, deux priorités campagne emploi et quatre priorités

hors campagne emploi.

- Sur le volet des relations internationales, six indicateurs, deux priorités campagne emploi et deux hors campagne emploi.
- Sur la partie pilotage, cinq indicateurs, une priorité campagne emploi, et quatre priorités sur le volet hors campagne emploi.

Le champ des relations internationales était auparavant fondu dans les activités transversales, mais cela nous a paru essentiel, dans l'établissement, la prise en charge de la dynamique des relations internationales, en termes d'internationalisation des formations, de moyens alloués aux programmes d'échanges, et de mise en place de réseaux.

Cette lettre de cadrage s'intègre dans un processus qui va amener l'établissement à valider des moyens pour 2021. Sa validation donnera lieu à des réunions de dialogue de gestion courant octobre et novembre, pour une restitution à fin novembre en Conseil des directeurs de composantes et une validation des éléments qui vont être présentés au Conseil d'administration du 10 décembre, d'après le calendrier des instances.

Des priorités ont été définies sur chacun des volets qui sont issus du séminaire et du débat d'orientation budgétaire :

- sur le champ de la formation :

- le soutien des composantes qui proposent des L1 massifiées. Ces formations accueillent énormément d'effectifs dans le cadre de la campagne emploi 2021.
- le soutien au déploiement des mineures liées au pluridisciplinaire et des enseignements transversaux. On déploie, à partir de cette année, une nouvelle offre de formation avec une caractéristique majeure-mineure, et des parcours sur les licences. Des unités d'enseignement transversales d'ouverture sont proposées. Il est une priorité de les accompagner, d'affecter des moyens au développement de la FTLV, de la formation tout au long de la vie. Il est important que nous puissions avoir de meilleurs indicateurs sur l'insertion professionnelle. Ces indicateurs réglementaires doivent être affichés. Il y a au niveau de l'IUT des évolutions réglementaires à venir, et il sera question d'en tenir compte dans la déclinaison des moyens.
- Sur la partie hors masse salariale, il s'agit de développer la communication sur les filières existantes à l'Université, donc de communiquer sur la nouvelle offre de formation. On va généraliser des évaluations diagnostiques en début de L1, renforcer la formation des équipes pédagogiques, renforcer les ressources documentaires et électroniques, et accompagner les acteurs de la FTLV pour développer leurs compétences.

- sur le champ de la recherche :

- le renforcement de l'appui à la recherche, avec la pérennisation des emplois à la dérive en ouvrant des postes de titulaire, remplacer les départs et renforcer l'ensemble des services dans une logique de prévision et de maintien d'un accompagnement, poursuivre l'appui aux unités de recherche.
- sur la partie hors masse salariale, il s'agit de renforcer les moyens récurrents aux unités de recherche. L'effort serait fait pour une augmentation de 20 % des budgets récurrents des

unités de recherche pour 2021, avec le passage d'une enveloppe de 500 000 euros à 600 000 euros. C'est une démarche également entamée dans le cadre des demandes et des discussions avec le ministère.

Sanctuariser les dépenses incompressibles. Cela concerne la jouvence de matériels.

- sur le champ de la recherche en sciences humaines et sociales :

- la définition du projet de la maison des sciences de l'Homme de l'océan Indien (MSHOI), inscrit dans notre projet d'établissement. Il s'agit de mettre l'interdisciplinarité au cœur de notre action.

- sur le champ des relations internationales et de la coopération régionale :

- le renforcement de l'équipe dans le cadre de cette campagne emploi. Il s'agira de poursuivre cette politique puisque l'activité au niveau des relations internationales a très largement augmenté, et de pérenniser cet appui.
- le renforcement de l'appui administratif au niveau de la maison des langues. Il s'agira d'avoir une politique et une démarche de certification en langues qui a été rendue obligatoire.
- hors masse salariale, il s'agit de sanctuariser une enveloppe pour le programme « Réunion ». C'est un programme d'échanges, type Erasmus océan Indien, qui a été signé entre Campus France Région Réunion et l'Université de La Réunion.
- Nous sommes labellisés « Bienvenue en France ». Il s'agira d'avoir une politique d'accueil de qualité pour les étudiants étrangers, avec un partenariat avec le Crous.

- sur le champ du pilotage de l'établissement :

- le renforcement des équipes de la DSI, de la DAMAN, de la D2IP et de 2IN, ainsi que de l'infrastructure numérique. Le contexte de la crise sanitaire a mis en lumière les énergies développées pour poursuivre les activités de l'Université avec le recours au numérique, notamment avec l'hybridation.
- sur la question du budget en masse salariale, cela concerne les problématiques de rénovation de nos bâtiments. Des démarches sont en cours. Il s'agira de doter suffisamment en budget pour que les opérations puissent se réaliser. Lancer des opérations est notamment un fort levier générateur de ressources propres. Il y a une valorisation de notre patrimoine qui est à développer.
- le développement de nos actions en matière d'accompagnement des personnes porteuses de handicap que ce soit au niveau des étudiants, ou des personnels. Il s'agit aussi de positionner les moyens pour l'action sociale et le développement de la qualité de vie au travail.

Les grandes orientations dans le cadre de cette lettre de cadrage sont les suivantes :

L'objectif général pour 2021, comme chaque année en termes de moyens, c'est d'équilibrer nos recettes et nos dépenses avec des principes qui sont extrêmement forts, que l'on a souhaité inscrire au plus haut niveau de l'établissement, c'est celui de l'équilibre budgétaire avec une sécurisation de la masse salariale tout en poursuivant les investissements de l'établissement.

Il s'agira donc pour 2021 d'avoir une volumétrie d'environ 20 emplois d'enseignants et d'enseignants-chercheurs, et de 5 emplois BIATSS scientifiques et techniques, avec une mention de réserver un des emplois BIATSS, et des emplois de façon générale à des personnes porteuses

de handicap. La réglementation pour l'emploi des personnes en situation de handicap prévoit un ratio de 6 % de nos emplois, et nous sommes à moins de 2 %. Nous payons ainsi une pénalité au fonds d'insertion professionnelle pour les personnes porteuses de handicap. Nous allons signer un accord avec le FIPHFP, pour qu'on soit doté de 180 000 euros afin de mettre en place des actions pour nous permettre d'améliorer ce taux d'emploi.

Ces éléments de volumétrie sont hors moyens nouveaux. À l'heure actuelle, ils ne sont pas encore connus même si des demandes ont été formulées. On poursuit sur la politique des rehaussements. Nous avons amorcé les rehaussements d'enseignant-chercheur et ceux des postes de BIATSS.

Un principe de précaution consiste à ne pas remplacer immédiatement un emploi laissé vacant ou susceptible d'être vacant suite à un départ à la retraite. On s'assure que le départ soit effectif avant de recruter à nouveau un titulaire, pour éviter des situations de doublement en termes de financement de poste.

On maintient la volumétrie budgétaire pour le renouvellement de nos agents non titulaires. On reste à effectifs constants, dont nos agents en contrat PEC, qui interviennent en matière de sécurité et d'entretien des locaux des espaces verts et de l'hygiène de façon générale.

On intervient également sur le renforcement de la vie étudiante et de campus avec des moyens dédiés, mais aussi des moyens de l'établissement. On maintient l'effort en matière de maintenance des infrastructures, de mise en accessibilité, de sécurité.

Enfin, on maintient le plan pluriannuel d'investissement, qui permet de supporter notre schéma pluriannuel de stratégie immobilière avec une logique de prélèvement sur fond de roulement.

Les indicateurs suivants ont été retenus :

- pour la formation : le taux d'encadrement pédagogique, le taux d'encadrement BIATSS des formations, le taux d'encadrement pédagogique titulaire et non titulaire.
- pour la recherche : les effectifs, la production scientifique, l'identification des coûts complets.
- pour la coopération régionale : le taux dynamisme et taux d'ouverture à l'international en particulier qui sont ciblés avec les évolutions d'effectifs dans les programmes d'échanges notamment, mais également les évolutions d'effectifs en termes de personnel qui profitent de ces programmes d'échanges.
- pour la partie transversale : les taux de dépenses, notamment incompressibles.

Ces réunions de dialogue de gestion vont permettre à chaque structure interne de l'établissement que ce soit une direction, ou une composante de faire part à l'administration des valeurs de ses indicateurs, de ses souhaits, de sa stratégie, de ses demandes pour le budget 2021. Ces éléments seront appréciés tant sur le volet campagne emploi que sur le volet du budget hors campagne emploi, et après arbitrage, pouvoir présenter une proposition au Conseil d'administration.

Tous les indicateurs sont disponibles sur le SID, *système d'information décisionnel*, un outil qui permet de piloter de façon circonstanciée, le fonctionnement de l'ensemble des composants de laboratoire, directions et autres structures internes de l'établissement. Chaque responsable de

l'établissement peut, en se connectant sur la plateforme, avoir en quasi temps réel, puisque c'est actualisé sous 24 heures, le niveau d'engagement, le niveau des effectifs, les taux de réussite pour les formations...

Pour la campagne emploi, la volumétrie sera identifiée en termes de masse salariale. Les différents emplois demandés seront à identifier lors des dialogues de gestion interne. Il est à rappeler qu'il ne peut y avoir de transformation des emplois BIATSS vers des emplois d'enseignants-chercheurs, puisqu'on considère qu'il y a un équilibre au sein de l'établissement. Il est plus important d'avoir des moyens nouveaux sur le volet enseignant/enseignants-chercheurs pour rattraper les ratios de la typologie au niveau national.

Sur les heures complémentaires de formation initiale, il s'agira d'un budget initial qui sera consolidé par des budgets rectificatifs.

Le Président insiste sur l'importance de communiquer sur ces éléments en toute transparence. Les choix, qui devront être faits, sont complètement assumés au niveau de l'équipe présidentielle et de la direction. Il demande à tous les responsables, que ce soit de composantes, de laboratoires, de directions, ou de services, de communiquer à l'ensemble des équipes sur :

- l'expression de besoins, pour qu'ils aient une visibilité sur les discussions qui ont eu lieu, et l'aboutissement de ces discussions,
- l'arbitrage final.

Intervention du DFC : Un document complémentaire pour l'annexe 7, les indicateurs budgétaires, a été transmis ce matin pour ce Conseil d'administration.

Cette lettre de cadrage est une étape importante dans le processus budgétaire qui s'inscrit dans un contexte très particulier, lié à la crise sanitaire actuelle, d'envergure exceptionnelle. La colonne vertébrale de ce processus budgétaire est composée de différents blocs qui se consolident avec les contrats sources adossés aux contrats d'établissement véhiculant de grands objectifs, le nouveau contrat quadriennal, le séminaire dédié à la stratégie et aux moyens qui s'est tenu en juillet dernier et qui a donné lieu au débat d'orientation budgétaire. Cette co-construction a permis de poser le socle des orientations politiques, stratégiques et financières de l'établissement.

Les indicateurs et les priorités définis dans les champs de la formation de la recherche, des relations internationales, et des activités transverses, permettent de poser les bases de la construction budgétaire au travers de trois enveloppes : « personnel, fonctionnement et investissement ».

Pour la partie formation vie étudiante et de campus, le focus s'est porté sur l'accompagnement, le déploiement de la nouvelle offre de formation, avec la volumétrie d'heures précédemment définies par les instances. Hors masse salariale, les deux mots clés à retenir pour cette partie formation sont le renforcement et le développement. D'une part, le renforcement de nos formations, et d'autre part, le développement de la communication et de nos ressources.

Ensuite, pour la partie recherche et valorisation, l'accent est mis à tous les niveaux sur la productivité scientifique des unités de recherche, afin d'assurer un rayonnement dans le bassin géographique Océan Indien et au-delà, pour que notre établissement puisse rester une référence en la matière.

Concernant les relations internationales, les priorités sont à la poursuite de la politique volontariste de renforcement d'une part, de nos équipes et d'autre part, du maintien de notre qualité d'accueil des étudiants étrangers.

Pour les activités transversales, l'objectif est d'accompagner la mise en œuvre des missions nouvelles, notamment apparues du fait de la crise sanitaire actuelle, comme le plan de continuité pédagogique en mode hybride. Il s'agit d'assurer également le financement de nos besoins structurels et de poursuivre avec le dynamisme actuel également le développement de la qualité des conditions de vie au travail.

Au travers de l'ensemble de ces indicateurs et de ces priorités, il ne faut pas oublier les préceptes fondamentaux qui sont intrinsèquement liés aux objectifs et à la stratégie de notre établissement, l'équilibre budgétaire et la soutenabilité budgétaire. Cela reste vraiment notre priorité. Avec deux points d'ancrage importants : la sanctuarisation de la masse salariale et la sécurisation des emplois.

De manière générale, les grandes orientations se portent :

- sur la maîtrise de la masse salariale en intégrant le glissement vieillesse technicité (GVT), qui est de 800 000 euros, et qui n'est pas compensé, à ce jour, par le ministère.
- sur le renforcement de la vie étudiante et de campus, via la Contribution vie étudiante et vie de campus (CVEC), afin de multiplier les actions en faveur des étudiants.
- sur la continuité de notre politique volontariste et ambitieuse en matière d'investissement ; que ce soit la réalisation, la mise en accessibilité et sécurité.

Au niveau budgétaire, il y a trois grands types de recettes au sein de l'établissement : la recette à caractère général, les recettes propres, telles que la formation continue, les recettes de formation continue ou la taxe d'apprentissage et les ressources affectées qui sont essentiellement liées aux conventions hors recherche et conventions de recherche.

L'exercice 2021 est élaboré avec un budget ISO ajusté avec des mesures nouvelles liées à la loi ORE, à la réforme des études de santé et aux autres variations spécifiques : l'allocation des moyens. La subvention pour charges de service public représente 103 millions d'euros. Elle représente 85 % du volume financier de l'établissement, et elle est composée d'une part affectée à la masse salariale et d'une part affectée au fonctionnement.

Concernant l'enveloppe « personnel » affectée à la masse salariale, cette subvention pour charges du service public représente 87 %. L'objectif est d'optimiser sa gestion, de maîtriser la masse salariale en intégrant le GVT.

Au niveau de l'enveloppe « fonctionnement », on va assurer sur une continuité de la maîtrise de cette enveloppe via le renforcement des moyens de mutualisation, et permettre aux directions, composantes, services, de se concentrer sur leur cœur de métier.

Ensuite, concernant l'enveloppe « investissement », nous allons continuer notre politique volontariste, notamment via le SPSI, avec la réhabilitation, la mise en accessibilité et sécurité, mais également d'autres projets. Nous allons mobiliser du fonds de roulement, pour une stratégie immobilière active avec une vision annuelle et pluriannuelle. La première opération du SPSI a pour objet la maintenance préventive dans le cadre de la transition écologique et énergétique. Cela représente environ 8 millions d'euros, la réhabilitation de bâtiments permettra de réduire leur coût de fonctionnement, ce qui nous laissera plus de marge de manœuvre au niveau du

budget global de l'établissement.

Le DFC détaille le tableau pour la projection 2021 :

- les différents exercices de 2015 à 2021, avec le Contrat quinquennal (CQ) 2020-2024 en dernière colonne, en attente de signature
- les recettes pour la section de fonctionnement
- l'ensemble de la masse salariale, avec la subvention de fonctionnement à hauteur de 95 millions d'euros
- les recettes provenant des autres ressources, les ressources propres notamment, les droits d'inscription
- un équilibre global pour l'ensemble de la projection de 2021.

L'élaboration budgétaire s'engage aujourd'hui avec cette note de cadrage. Les dialogues de gestion avec les services, les composantes, les directions durant le mois d'octobre seront l'occasion d'échanger, de consolider les objectifs définis, de regarder l'équilibre et la soutenabilité budgétaire. Les recettes prévisionnelles doivent être évaluées avec sincérité.

On est dans une période exceptionnelle avec le COVID et la contribution solidarité mise en place nous a permis d'anticiper, et d'assurer la tenue de cette rentrée universitaire particulière.

Quelques indicateurs importants comptables et financiers :

- la trésorerie se monte à 30 millions d'euros, ce qui permet de supporter actuellement les décalages relatifs aux encaissements et décaissements, notamment aux opérations du CPER ou aux opérations liées aux conventions de recherche.
- le fonds de roulement est à près de 13,5 millions d'euros, stabilisé à 42 jours de fonctionnement. Ce sont de bons indicateurs vitaux, qui sont à mettre en corrélation avec la politique volontariste mise en œuvre pendant ces dernières années, et qui démontrent la bonne santé financière actuelle de notre établissement.

Intervention du DRH : Un premier focus sur le GVT révèle, aux dernières estimations, qui intègrent les retours de paie jusqu'au mois d'août de cette année, un GVT solde estimé à hauteur de 800 000 euros.

Ce GVT solde se décline en deux GVT : un GVT positif, qui est estimé à hauteur de 500 000 euros, et un GVT négatif, qui pour le moment est positif, et estimé à hauteur de 300 000 euros. Ce qui nous fait un GVT solde de 800 000 euros. Depuis 2018, ce GVT solde n'est plus compensé pour les établissements d'enseignement supérieur, hormis des cas très particuliers de situation budgétaire.

L'un des enjeux majeurs au niveau de la direction des ressources humaines, c'est le maintien de l'équilibre budgétaire. Il faut qu'on s'assure que par rapport à nos dépenses, nous ayons bien les recettes suffisantes pour pouvoir donc les financer.

Un deuxième focus concerne les indicateurs, et à cet effet, la direction des ressources humaines mettra à disposition plusieurs documents synthétiques :

- un document synthétique qui retrace la consommation de la masse salariale sur l'année universitaire 2019-2020 et un prévisionnel pour l'exercice de 2020-21.
- un état des postes vacants, avec la mention de la masse salariale disponible.

- un état prévisionnel des départs à la retraite qui ont été déjà intégrés dans les indicateurs. En moyenne, par exercice budgétaire, la masse salariale libérée, ainsi l'économie réalisée par les départs à la retraite, est estimée aux alentours de 800 000 euros
- un bilan de consommation des heures complémentaires sur 2019 et une projection provisoire de ces heures sur 2020, puisqu'à ce stade nous en sommes qu'à huit mois de consommation de la masse salariale
- un recensement des besoins en personnel contractuel, uniquement ceux qui sont financés sur la subvention pour charges de service public, plus communément que vous connaissez donc ceux qui sont financés sur caractère général.
- Le calendrier a été intégré dans le document en annexe et doit démarrer à partir du premier octobre.
- Un document concernant le potentiel enseignant de la composante permettra d'affiner la répartition de cette enveloppe, en fonction des besoins qui seront constatés par rapport au potentiel de la structure et de la charge d'enseignement qui y est associée. Il ne s'agit pas de la détermination de l'enveloppe des heures complémentaires. Celle-ci a été reconduite dans le cadre du budget de 2021. En 2020, deux millions euros étaient inscrits au budget des heures complémentaires sur la formation initiale.

Madame WALLIAN n'a pas les mêmes sources, pour le ratio BIATSS-enseignants/enseignants-chercheurs, où il est identifié un déséquilibre des masses au regard des missions régaliennes soutenues par toute université. La restructuration des services, qui est engagée très lourdement sur deux ans de chantier, devait s'opérer à moyens constants, et augmenter l'efficacité des services à coût constant. Or, il apparaît que dans les prévisions de recrutement, ce ratio initialement défavorable est renforcé par les prévisions d'orientation de campagne, à savoir 50 BIATSS et 20 enseignants-chercheurs. Parmi ces enseignants-chercheurs pris, combien sont comptés dans les emplois nécessaires pour prendre en charge le tsunami d'étudiants supplémentaires pour cette rentrée ?

Cette planification n'est pas pluriannuelle et ne permet pas une lisibilité dans les campagnes et dans la gestion des personnels RH, aussi bien du point de vue des enseignants-chercheurs que des BIATSS.

- Une première question : en quoi les prévisions prennent-elles en considération la nécessité impérieuse de rééquilibrer les secteurs de la formation, de la recherche et des services administratifs parce qu'il est dit que cette mutualisation des formations à travers les mineures et majeures transversales représente des coûts d'économie majeure pour les formations, alors même que les missions d'une université, sauf preuve du contraire, sont la formation et la recherche ?

- La deuxième question : d'où vient l'argent pour les supports des 50 BIATSS ?

- La troisième question concerne l'anticipation de la vétusté des bâtis. Il faut mettre aux normes de sécurité et autres, mais est-ce en ponctionnant dans les fonds de roulement qu'on va pouvoir désormais prendre en charge cette vétusté qui commence à être assez criante quand on se promène sur un campus ? Les grands choix de ce quadriennal ont été d'investir dans l'ESIROI, en médecine et autres. Mais la vétusté des bâtiments n'est absolument pas une question dans le budget d'orientation d'aujourd'hui.

- Dernier point : comment peut-on intégrer dans les projections de départ à la retraite les budgets

de plus-value à 800 000 euros ? On n'anticipe pas les remplacements des enseignants-chercheurs en départ à la retraite par une fiche S, qui s'appelle susceptible d'être vacant ? Pourquoi ne publie-t-on pas les postes des emplois vacants, notamment de professeurs d'université, qui risquent de déséquilibrer les architectures de laboratoires et qui pourtant sont déjà intégrés dans les budgets par anticipation des départs à la retraite ?

Le Président répond que la première question était liée à l'économie réalisée sur la nouvelle offre de formation en matière de mutualisation. Cette condition n'a jamais été positionnée, puisque la nouvelle offre de formation a été construite sur la base des évaluations HCERES.

Les évaluateurs ont pointé du doigt une absence de lisibilité de l'offre de formation. Il y a un pilotage de cette offre de formation qui n'était pas à l'échelle de l'établissement, mais plutôt facultaire, comme ils l'ont écrit dans les rapports AERES, puis HCERES.

Notre démarche a été de structurer la nouvelle offre de formation entre deux champs de formation « technologies santé en environnement tropical », et « culture territoires et sociétés plurielles de l'océan Indien ». Ces deux champs se déclinent aussi du point de vue de la recherche puisqu'on a travaillé sur une transversalité formation recherche, on a donné de la cohérence avec deux grands champs de formation qui s'appuient sur deux grands champs de recherches.

Sur la question des moyens, la précédente offre de formation faisait 165 000 heures, alors que la nouvelle offre de formation fait 180 400 heures. Cette progression validée par ce Conseil d'administration permet qu'on puisse faire valoir des moyens supplémentaires. Il n'y a pas d'économie en matière d'emploi d'enseignant-chercheur au profit de la NOF. Il s'agit surtout de donner une lecture de notre nouvelle offre de formation avec une vraie cohérence, une vraie adaptation au territoire, une vraie attractivité, un vrai rayonnement.

Sur le caractère pluriannuel, il ne peut y avoir de projection pluriannuelle au sein de l'établissement, lorsqu'il n'y a pas de visibilité d'une année sur l'autre. C'est compliqué de répartir des moyens sans une visibilité dans le temps.

Sur la partie BIATSS, il y a une méprise. Ce n'est pas 50 emplois BIATSS, mais 5 emplois, pour rattraper et revenir au ratio qui est celui de la typologie dans les universités ; où l'on a 53 à 55 % d'emplois d'enseignants enseignants-chercheurs, contre 47 % d'emplois BIATSS. À ce jour, l'Université, est dans le ratio inverse. On doit réduire les créations d'emplois BIATSS au sein de l'établissement, pour revenir dans ce ratio, afin de reprendre ensuite une démarche de campagne emploi équilibrée entre les emplois BIATSS et les emplois enseignants/enseignants-chercheurs. On l'explique régulièrement au ministère, ce n'est pas un surplus d'emplois de BIATSS au sein d'un établissement, mais un déficit d'emplois d'enseignant/d'enseignants-chercheurs qui expliquent ce ratio.

Sur la question des bâtiments, le plan pluriannuel d'investissement est une préconisation qui nous a été faite par la DGESIP, avec la considération que Bercy convoiterait les fonds de roulement. Il y a déjà eu des préemptions de fonds de roulement d'universités. Il nous a clairement été dit, avec un fonds de roulement qui est toujours autour de 13 millions d'euros, qu'il était important qu'on puisse mobiliser ces financements sur un chantier d'investissement. On a fait le choix de positionner cette ponction sur fonds de roulement sur notre schéma pluriannuel de stratégie immobilière. Un certain nombre d'opérations ont pu démarrer, et d'autres sont en train d'être

démarrées.

Sur la question des départs en retraite, pour rappel, on a eu une situation de doublement de masse salariale, donc de charges, avec des départs à la retraite pressentis qui ne se sont pas avérés. Avec les réformes certains ont été incités à prolonger leur présence à nos côtés. On s'est retrouvé en difficulté, que ce soit entre la prévision et le réalisé de nos campagnes emplois. Cela a induit des difficultés dans la prévision réelle de la soutenabilité budgétaire de notre masse salariale. Le principe de précaution est d'organiser une transition vers un emploi titulaire en passant par un emploi contractuel. La ressource est positionnée au sein des structures. Le coût pour l'établissement est moindre. Il permet de minimiser le risque qu'on ait ce doublement de charge de masse salariale, et pouvoir ensuite assurer la structure d'un emploi titulaire.

En l'absence d'autres interventions, **le Président** soumet aux voix cette lettre de cadrage des moyens financiers et humains pour l'année 2021.

Madame LEBEAU ouvre la session de vote. Les refus de vote sont enregistrés.

Résultat du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				26		
Refus de vote				4		
Nombre de voix	pour	20	contre	2	abstention(s)	0

Point n°3 : Création du Directoire du Campus de Terre-Sainte.

Rapporteur(s) : le Président

La création du Directoire du Campus de Terre-Sainte est motivé par l'ampleur pris par ce campus. L'ESIROI, à partir de cette rentrée 2020, est totalement installé sur le campus de Terre-Sainte, avec l'ensemble des spécialités, de même que le cycle préparatoire intégré. L'IUT a toujours été positionné sur Terre-Sainte, et nous sommes en train de préparer l'arrivée prochaine de l'UFR Santé, de même que des directions et des services transversaux. Il va s'agir d'accompagner, avec cette évolution, le site de Terre-Sainte en campus de Terre-Sainte, avec des moyens humains, financiers, et des moyens transversaux.

Il s'agit d'un pilotage sur le même modèle que celui du Campus du Tampon. On a un directoire du Campus du Tampon qui permet, entre différentes structures, que ce soit des composantes, des directions, des services, et des partenaires, d'avoir une discussion régulière, une fois par mois, sur les difficultés rencontrées, les projets, et les mesures mis en œuvre.

Cela donne un pilotage partagé du campus, qui permet à tout usager, et à toute structure présente sur le campus, l'occasion d'exprimer un certain nombre d'attentes, de besoins, de nécessités. Ces expressions d'avis, de propositions peuvent être mises en œuvre par la direction d'Université dans les instances centrales.

Ce qui vous est proposé, c'est de créer ce directoire du Campus universitaire de Terre-Sainte sur le modèle de celui du Tampon, dont vous avez un projet de délibération qui vous a été renvoyé ce matin. Il s'agit de donner la possibilité à ce directoire de fonctionner de façon très prochaine.

Le Président demande s'il y a des interventions.

Monsieur MANANT souhaiterait savoir quelle est la place de ce futur directoire du Campus de Terre-Sainte, par rapport aux Conseils de l'école de l'IUT, et de l'école de l'ESIROI, ainsi que le Conseil de l'UFR Santé. Et il demande quelle est la place, actuellement, du Directoire du Tampon par rapport aux Conseils de l'UFR SHE, et de l'UFR Droit Économie du sud.

Le Président répond que c'est une très bonne question, parce qu'il faut effectivement éviter les chevauchements de compétences. Il ne s'agit pas d'amputer les Conseils de composantes de certaines compétences. Les compétences sont dictées par les textes, et elles sont respectées. Les Conseils de composantes gèrent la composante qui les concerne. Le Campus de Terre-Sainte, est composé maintenant de plusieurs structures dont des structures transversales. Il s'agit de gérer de façon collégiale le transversal, et ce qui est mutualisé à l'échelle du campus. Cela peut être des questions de locaux, d'entretien, ou de sécurité.

Au niveau du Campus du Tampon, la compétence du directoire n'empiète pas sur la compétence du conseil de l'UFR SHE. Le directoire permet de formuler des propositions, qui sont reprises pour des décisions dans une instance, comme le Conseil d'administration.

Madame DUMONT relaie une demande des personnels de la plateforme technique qui souhaitent participer à ce directoire, et par conséquent, avoir un représentant. Ils sont depuis 2010 sur le site de Terre-Sainte. Ils n'auraient pas encore de statut, et une discussion avait été engagée le 10 décembre 2019, sous la responsabilité de Madame ROCHE, chargée de mission écosystème DRI. Avec le COVID, les choses ne se seraient pas faites. Ils se sentent concernés sur la partie transversale, entre autres pour la logistique, et la sécurité.

Le Président précise que le questionnement est effectivement sur leur rattachement, puisque ces personnels sont pour certains de l'université de l'UMR espace dev, et d'autres sont de la Région dans le cadre d'un partenariat. Il rejoint Madame DUMONT sur cette proposition.

On pourrait rajouter dans la partie composition petit d) "Les membres qualifiés", après "Les directeurs des services généraux présents sur le campus de Terre Sainte et assurant des fonctions support auprès des composantes et services communs sont membres qualifiés, ils peuvent désigner un représentant", "De même, les représentants des structures partenariales présentes sur site sont membres ou peuvent désigner un représentant au sein du Directoire".

Il questionne le DAJI, d'un point de vue juridique, qui répond qu'il n'y a pas de difficulté pour une instance consultative.

Monsieur VIALE explique avoir été soumis aux mêmes demandes que Madame DUMONT.

Le Président demande au DAJI si pour la création de ce directoire, il faut deux délibérations ou une seule qui crée et fixe les conditions de ce règlement.

Le DAJI répond qu'une seule délibération suffit.

Sans autres questions, **le Président** soumet aux voix la création du Directoire du campus de Terre-Sainte, et sur la base du règlement qui vous est présenté, amendé avec ce qu'on vient de présenter par la voix de Madame DUMONT et de Monsieur VIALE.

Madame LEBEAU ouvre la session de vote. Les refus de vote sont enregistrés.

Résultat du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				26		
Refus de vote				4		
Nombre de voix	pour	22	contre	0	abstention(s)	0

Point n°4 : Désignation des membres de l'université au renouvellement du Conseil d'administration du Parc National de La Réunion.

Rapporteur(s) : Le Président

Nous devons désigner des membres de l'Université au renouvellement du Conseil d'administration du Parc National de La Réunion. Nous sommes administrateurs du Parc National et nous avons régulièrement participé au développement de ce Parc national, notamment avec nos unités de recherche qui s'impliquent beaucoup avec les équipes du Parc National.

Il s'agit pour nous de renouveler notre participation au Conseil d'administration, sur la base du courrier qui vous a été transmis. Le Secrétaire Général de la Préfecture nous demande de désigner avant le 25 septembre, le nom des personnes identifiées par l'Université pour siéger au prochain Conseil d'administration du Parc National.

Nous souhaitons vous faire la proposition de proposer une titulaire et un suppléant. Pour le membre titulaire, ce serait Isabelle FOCH-BASTIDE, administratrice de l'établissement. Pour le membre suppléant, ce serait le Président du Conseil académique, Gilles LAJOIE.

En l'absence de questions sur ce point, **le Président** soumet aux voix ces deux noms.

Madame LEBEAU ouvre la session de vote. Les refus de vote sont enregistrés.

Résultat du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				25		
Refus de vote				4		
Nombre de voix	pour	19	contre	2	abstention(s)	0

Point n°5 : Dénomination de l'amphithéâtre de l'IAE. « amphithéâtre Maurice CERISOLA ».

Rapporteur(s) : Le Président

Nous souhaiterions modifier la dénomination de l'amphithéâtre de l'IAE, en « amphithéâtre Maurice CERISOLA ». Maurice CERISOLA, qui était le président du Conseil de l'Institut de l'IAE,

nous a malheureusement quittés. Il avait beaucoup œuvré pour cette structure de l'établissement, et pour le territoire d'une façon générale. C'est avec beaucoup de tristesse que l'on avait appris son décès, et les collègues de l'IAE ont souhaité lui rendre cet hommage en nommant, l'amphithéâtre de l'IAE, « amphithéâtre Maurice CERISOLA ».

La demande a été formulée par le directeur de l'IAE au nom de toute l'équipe, de cet hommage à cette personnalité importante du territoire réunionnais, qui avait certes, un franc-parler, mais surtout une énergie débordante pour faire avancer ce territoire avec son leitmotiv qui était de jouer grouper pour ce territoire réunionnais.

L'Équipe présidentielle a souhaité, accompagner cette demande.

Cette proposition a été validée et accueillie très favorablement par le Conseil de l'Institut.

En l'absence de questions sur ce point, **Le Président** soumet aux voix cette proposition.

Madame LEBEAU ouvre la session de vote. Les refus de vote sont enregistrés.

Le Président remercie pour cette approbation, qui rend hommage à Monsieur CERISOLA.

Résultat du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				26		
Refus de vote				4		
Nombre de voix	pour	19	contre	0	abstention(s)	3

Point n°6 : Point d'information : Elections 2020.

Rapporteur(s) : Le DAJI

Nous procédons au renouvellement des Conseils centraux de l'Université : le Conseil d'administration et le Conseil académique.

Le scrutin des usagers aura lieu le jeudi 24 septembre, et celui des personnels aura lieu le vendredi 25 septembre. Nous renouvelons nos deux conseils, et nous voterons trois fois : pour le Conseil d'administration, pour la Commission de la formation et de la vie universitaire, et pour la Commission de la recherche.

Ce scrutin est un processus électoral particulièrement dense. Il est piloté en partie par la DAJI, avec la participation d'un grand nombre de services qu'il tient à remercier : la DSI, la DAMAN, la Direction de la communication, la DLMHS, la DTPI, la DRH, notamment sur la constitution des listes électorales.

Ce « CŒUR » 2020, Comité Opérationnel Election Université de La Réunion, a pour objectif de fédérer les services impliqués dans le processus électoral. Le rétroplanning est classique pour une élection, et le DAJI cite les différentes dates du calendrier.

Nous renouvelons donc les deux conseils, le DAJI fait un rappel de leurs compétences :

- le Conseil d'administration, régi par le R712-3, vote le budget, approuve les conventions. Il est l'organe le plus important de l'administration, de l'établissement.

Sa composition est de 36 membres : des élus représentant des collèges « professeurs et assimilés », « maîtres de conférences et assimilés », « BIATSS », et « usagers ». Le Conseil d'administration a également 8 personnalités extérieures : 4 sont nommées par nos partenaires,

Région, Département, et les deux organismes de recherche, et 4 devront être désignées après un appel public à candidatures.

- le Conseil académique regroupe la Commission de la recherche, et la Commission de la formation et de la vie universitaire. Le Conseil académique peut siéger en formation plénière, ou en formation restreinte. Le Conseil académique restreint traite de toutes les questions relatives aux enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs. Le Conseil académique en formation restreinte constitue nos deux sections disciplinaires. L'une est compétente à l'égard des enseignants chercheurs, et l'autre est compétente à l'égard des usagers.

La Commission de la recherche fixe les règles de fonctionnement de nos laboratoires, répartit l'enveloppe réservée à la recherche. Elle est consultée sur toutes les questions liées à la recherche. La division au sein de la Commission de la recherche est une répartition par diplôme et non pas par collège, contrairement au CA et à la CFVU. Vous avez 6 collèges de personnels, 1 collège des usagers, et 1 collège des personnalités extérieures.

Les attributions de la Commission de la formation et de la vie universitaire se rapportent à toutes les questions de formation et de vie universitaire. 14 sièges réservés aux étudiants sur une commission comprenant 37 membres.

Pour ces trois votes, il y a deux catégories d'électeurs : des électeurs inscrits d'office, et des électeurs sur demande. Les électeurs sont inscrits d'office par l'Administration. Si toutefois l'électeur n'est pas inscrit, et si l'Administration n'en a pas connaissance, c'est à l'électeur, de faire une démarche individuelle pour demander son inscription sur les listes électorales. Il peut le faire jusqu'au 24 septembre à l'adresse elections@univ-reunion.fr, ou il peut faire sa demande au président du bureau de vote, le jour même du scrutin.

La répartition des bureaux de vote est la suivante : pour les personnels, il y aura 2 bureaux de vote, et pour les usagers, 10 bureaux de vote. La communication de la liste des différents bureaux a été faite sur le site Intranet.

En ce qui concerne les conditions sanitaires pour ces élections, toutes les mesures ont été prises. Des collègues de la direction de la maintenance seront affectés au bureau de vote en permanence pour assurer la désinfection régulière des bureaux de vote, et l'ensemble du matériel de vote, urne, stylos, etc. Du gel hydroalcoolique sera mis à disposition à l'entrée, à l'intérieur et à la sortie du bureau de vote. Des masques ont été réservés pour l'ensemble des personnels et des usagers qui participeraient à la tenue des bureaux de vote.

Un système de captation permettra de retransmettre les opérations de dépouillement le 25 septembre, pour permettre à ceux qui ne pourraient pas accéder au bureau de vote centralisateur, de suivre dans un amphithéâtre les opérations de dépouillement.

Le Président rappelle que ces éléments ont été communiqués sur le site Internet, en particulier sur le déroulement du processus électoral.

Madame BOURMAUD souhaite intervenir, mais cela reste inaudible.

Point n°7 : Procédure d'appel à candidatures – personnalités extérieures du CA.

Rapporteur(s) : Le DAJI

Le projet de délibération pour la désignation des personnalités extérieures au Conseil d'administration permet de fixer la procédure d'appel public à candidatures.

Le Conseil d'administration est composé de 28 élus, de 4 personnalités extérieures qui nous sont désignées par nos partenaires, le Département, la Région et les organismes de recherche, et de quatre personnalités extérieures qui doivent être désignées après un appel public à candidatures. Ces personnalités existaient avant 2013. La loi Fioraso leur a accordé la possibilité de participer à l'élection du président ou de la présidente de l'université.

Le déroulé du calendrier théorique suite aux scrutins du 24 et du 25 septembre 2020 est le suivant : - un envoi de l'appel public à candidatures,

- le recueil de ces candidatures par la Direction générale des services,
- la convocation de la réunion des membres élus du Conseil d'administration, et des quatre personnalités extérieures nommées du Département, de la Région, et des organismes de recherche.

Cette réunion composée des 28 élus et des quatre personnalités extérieures nommées désignent par un vote les quatre personnalités extérieures restantes.

- Une fois cette opération terminée, le Conseil d'administration au complet peut être convoqué pour procéder à l'élection du Président ou de la Présidente de l'Université de La Réunion.

Parmi les personnalités qui seront désignées après l'appel public à candidatures, il y a un chef d'entreprise, un représentant des organisations de salariés, un représentant d'entreprises de moins de 500 salariés, et un représentant d'EPLE, principal de collège ou proviseur du lycée.

Une des conditions d'éligibilité est que l'un de ces quatre candidats doit avoir la qualité d'ancien diplômé de l'Université de La Réunion. Les conditions de recevabilité qui sont proposées, c'est le CV et la lettre de motivation. Cet examen sera réalisé par la Direction générale des services.

Les personnalités extérieures étant au nombre de huit, il doit y avoir une parité, donc quatre hommes, quatre femmes. C'est la raison pour laquelle la désignation de nos quatre personnalités extérieures, après appel public à candidatures, dépend du genre des quatre personnalités qui ont été nommées par nos partenaires. Cela va avoir une influence sur le vote.

La mécanique du Code de l'éducation s'applique, et impliquera parfois qu'une seule candidature soit retenue, et qu'il n'y ait pas en tant que tel de vote, puisqu'on peut n'avoir qu'une seule femme ayant la qualité d'ancienne diplômée et remplissant la condition d'être principale de collège ou proviseure du lycée.

Le Président de l'Université préside cette séance sauf s'il est candidat, dans ce cas, c'est le doyen d'âge qui présidera. Le vote est proposé dans l'ordre de la loi, successivement, on désigne le représentant des chefs d'entreprise, puis le représentant des salariés, puis le représentant d'une entreprise de moins de 500 salariés, puis le représentant d'un EPLE. Si les cadres sont désignés, l'ordre du jour est épuisé, et cela met fin à la réunion de cette formation particulière du Conseil d'administration.

En l'absence de questions sur ce point, **le Président** soumet aux voix cette proposition.

Madame LEBEAU ouvre la session de vote. Les refus de vote sont enregistrés.

Résultat du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				24		
Refus de vote				4		
Nombre de voix	pour	20	contre	0	abstention(s)	0

Point n°8 : Procédure pour la mise à disposition d'ordinateurs portables aux étudiants.

Rapporteur(s) : La Directrice du SCD

Avec le confinement, nous avons été amenés à acquérir une centaine d'ordinateurs, que nous avons souhaité mettre à disposition des étudiants de la manière la plus simple qui soit. Elle s'est traduite par l'équivalent d'un prêt au SCD sur une durée et dans des conditions à identifier. Le SCD et la DSI ont travaillé sur une procédure en ce sens.

Nous allons compléter ces 100 ordinateurs portables par 300 nouveaux achats qui sont issus d'un partenariat entre le Conseil régional, le Conseil départemental, Orange et l'Université de La Réunion pour lutter contre la fracture numérique au niveau des étudiants. Madame MENANT profite pour remercier infiniment nos partenaires qui n'ont pas hésité à venir à nos côtés pour répondre à ce besoin fort de nos étudiants.

Madame MENANT précise que sur la centaine d'ordinateurs prêtés, tous sont revenus sauf deux, mais les étudiants ont promis de les ramener, la semaine prochaine.

Un formulaire des conditions générales d'utilisation du matériel est mis à disposition. L'étudiant signera, complètera avec ses données personnelles, précisera s'il est boursier ou pas, devra fournir sa carte d'étudiant, et il pourra emprunter l'ordinateur pour une durée d'un semestre, renouvelable une fois. Si certains étudiants désirent l'emprunter pour une durée moindre, ils le pourront également. Il y aura un état des lieux qui sera fait au départ et à l'arrivée. Ensuite, il est prévu que des prises soient installées dans les bibliothèques universitaires, des prises dédiées par la DSI, pour que les ordinateurs soient remis à niveau et qu'il n'y ait pas de données personnelles lors d'un second emprunt.

Monsieur VIALE demande si les installations de logiciels demeurent possibles sur l'ordinateur ou si le système est bloqué. Cela vaut pour les UEO, pour lesquelles il y a des étudiants de plusieurs facultés, ainsi ce n'est pas des trousseaux par formation qu'il faut envisager, car il peut y avoir des usages transversaux.

Madame MENANT précise que la DSI doit déployer des serveurs spécifiques, et on peut rajouter des logiciels. Sur ces ordinateurs, il y a les antivirus, Windows, et les logiciels bureautiques de base. La DSI a contacté les UFR, pour lesquelles il existe des logiciels spécifiques utilisés par les étudiants. Si les droits ont été acquis par l'Université, ces logiciels peuvent être disponibles. La DSI est en charge des mises à jour automatiques. Les étudiants sont administrateurs de leur poste, ils peuvent installer des logiciels, à condition qu'ils respectent la charte d'utilisation des ressources informatiques.

Si c'est une installation faite par un étudiant, au retour, c'est effacé automatiquement. On garde la configuration de base.

Les logiciels qui sembleraient pertinents de mettre dans la configuration seront à remonter au Directeur de la DSI, et à elle-même.

Sans autres interventions sur ce sujet, **le Président**, propose de statuer sur le document présenté.

Madame LEBEAU ouvre la session de vote. Les refus de vote sont enregistrés.

Résultat du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				22		
Refus de vote				4		
Nombre de voix	pour	18	contre	0	abstention(s)	0

Point n°9 : Adhésion de l'université de La Réunion au Réseau des Etudes françaises à Maurice.

Rapporteur (s) : Le Président et la VPRI

L'Université participe à ce réseau des études françaises à Maurice depuis un moment qui propose des formations françaises à l'île Maurice. L'idée est de donner une meilleure visibilité, à promouvoir ces différentes formations avec une plateforme et une communication commune.

La VPRI explique que ce réseau des études françaises à Maurice, est un réseau qui a été créé sur l'initiative de l'ambassadeur de France à Maurice, l'an dernier. Il a été proposé à l'ensemble des universités françaises qui ont des diplômes sur place, de pouvoir rejoindre ce réseau dans le cadre d'une charte pensée et rédigée avec l'ensemble des partenaires présents. Il était évident que l'Université de La Réunion, compte tenu d'une part de sa proximité, et d'autre part du nombre de diplômes qui sont aujourd'hui délocalisés sur le territoire mauricien, puisse légitimement et naturellement faire partie de ce réseau. À ce stade, aucune contribution financière n'est demandée, mais il y aura sans doute une de l'ordre de 1000 euros, qui devrait être prochainement discutée au vu du changement d'ambassadeur.

Monsieur MANANT demande si l'adhésion de l'Université de La Réunion au réseau des études françaises à Maurice contribue, d'une façon ou d'une autre, au projet d'Indianocéanie.

La VPRI répond qu'il y participe, puisqu'il s'agit de développer des offres de formation qui sont complémentaires avec nos partenaires de l'Indianocéanie.

Le Président corrobore en ce sens et remercie la VPRI pour le travail sur le développement des relations internationales avec des résultats qui font la une des journaux.

Le Président soumet aux voix cette proposition.

Madame LEBEAU ouvre la session de vote. Les refus de vote sont enregistrés.

Résultat du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				24		
Refus de vote				4		
Nombre de voix	pour	20	contre	0	abstention(s)	0

Point n°10 : Remboursement à un tiers suite à un sinistre.

Rapporteur(s) : Le DFC

Les faits remontent à 2017, qui font suite à une défaillance technique de la barrière de sécurité du PTU, qui a lâché et a endommagé le pare-brise d'un véhicule d'un usager. Il y a eu un constat entre l'Université de La Réunion et l'usager. L'assurance de l'usager s'est retournée contre notre assurance, « la MAIF ». Or, dans notre contrat d'assurance, nous n'avons pas d'option pour ce type de dommages. La facture des réparations pour le pare-brise qui s'élève à 684,94 euros doit être prise en charge directement par l'Université. L'assurance de l'usager nous a écrit un courrier en ce sens, le 5 août 2020, nous demandant de rembourser l'avance que cet assureur avait faite au tiers.

Le Président procède au vote et soumet aux voix ce remboursement.

Madame LEBEAU ouvre la session de vote. Les refus de vote sont enregistrés.

Résultat du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				24		
Refus de vote				4		
Nombre de voix	pour	20	contre	0	abstention(s)	0

Point n°11 : Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche ne relevant pas de la délégation de pouvoir octroyée au Président.

Rapporteur(s) : Le Président

Il s'agit de soumettre, pour approbation, les conventions suivantes, dont 5 concernent des conventions hors domaines de la recherche, et 5 conventions de financement de la recherche (cf. tableau des conventions).

Sans intervention sur ce sujet, **le Président**, propose de statuer sur le document qui est présenté.

Madame LEBEAU ouvre la session de vote. Les refus de vote sont enregistrés.

Résultat du vote						
Vote	électronique					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				22		
Refus de vote				4		
Nombre de voix	pour	17	contre	0	abstention(s)	1

Point n°12 : Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche pour information.

Rapporteur(s) : Le DAJI

Pour information du Conseil d'administration, 65 conventions sont présentées, dont 48 concernent essentiellement le secteur de la formation, et 17 autres conventions sans secteur identifié.

Point n°13 : Récapitulatif des arrêtés « diverses tarifications » en vertu des délibérations du CA n°2016-85 et n°2016-86.

Rapporteur(s) : Le DFC

Le point d'information concerne des états récapitulatifs de diverses tarifications :

- Un premier tableau récapitule neuf différents tarifs mis à jour, concernant le pôle recherche, l'IUT, l'IAE, l'UMR PVMT, l'UFR LSH. Réglementairement, il nous faut une base juridique pour pouvoir encaisser toute recette, donc on se doit de vous le proposer pour information en Conseil d'administration.
- Un deuxième tableau récapitule les montants de prix et remise de diplômes.

Point n°14 : Questions diverses.

Le premier point est relatif à la transparence sur les embauches au cabinet du Président d'Université de La Réunion, avec une sollicitation pour avoir une copie de l'ensemble des contrats d'embauche des chefs de cabinet et des directeurs de cabinet de la présidence de l'Université depuis 2016. Une des demandes concerne l'actuelle directrice de cabinet, Madame M'DOIHOMA, en termes de précision de sa position administrative, suite à son élection en tant que maire de Saint-Louis.

Madame M'DOIHOMA précise que depuis son arrivée au sein de l'Université, elle a poursuivi ses engagements politiques qui ont porté aujourd'hui d'autres fruits, avec de nouvelles responsabilités en tant que maire de Saint-Louis. C'est à ce titre qu'elle a souhaité largement diminuer son temps de travail pour l'amener à un mi-temps.

Madame WALLIAN demande si c'est un changement de nature du contrat d'embauche de la part de l'employeur État.

Le Président précise que c'est un changement de quotité de travail de l'emploi. Sur la question de la communication des contrats, ces démarches sont faites par les collègues de façon individuelle. Il renvoie aux réponses qui ont été faites par ces collègues. Le fait d'avoir ces contrats et l'ensemble des données apposées, sont des données à caractère personnel. Dans un souci de symétrie, ces collègues devraient aussi fournir, à la communauté universitaire, leurs données personnelles.

Madame WALLIAN explique que l'accès à ces données est normalement autorisé. « Dans la mesure où le contrat n'est pas transmis, il va falloir saisir la CADA. C'est regrettable, sachant que pour ce qui nous concerne, les contrats sont des contrats de droit commun. Il n'y a pas de cumul de fonctions. Il n'y a pas de mission ajoutée, ni de décharge. Je tiens ma fiche de paie à disposition et le relevé du mois de décembre, qui permet de savoir où on en est du point de vue des saisies réelles. Il y a eu contestation pour avoir pointé du doigt que certains personnels cumulaient des missions. J'attends de voir leurs fiches de paie au mois de décembre. De ce point de vue, l'indicateur, pour moi, c'est le fisc. À partir de là, qu'en est-il de cette situation ? Avoir le contrat de travail en tant qu'administrateur, il me semble que c'est une requête recevable ».

Le Président continue sur le deuxième point relatif à une affaire de harcèlement sur une étudiante relatée dans la presse locale. Ainsi, est positionné l'URL de l'article en question : *"Par voie de presse, la présidence a émis la volonté de commanditer une enquête interne sur une supposée affaire de harcèlement. Est-ce légitime ? Est-ce légal ?"*

On a été effectivement saisi d'une question non pas de harcèlement, mais de suspicion, car il y a un principe de présomption d'innocence qui vaut pour tout citoyen. Il s'agit d'une affaire de suspicion puisqu'une étudiante a relayé sur les réseaux sociaux, avant même tout contact avec l'Université, d'une situation qu'elle a décrite comme étant une situation de harcèlement. Elle a fait état de cette situation à la presse. Nous avons fait en sorte qu'il y ait une démarche objective qui soit réalisée, afin que l'accompagnement à une victime supposée, se mette en œuvre dans le respect, et que ce soit dans la préservation de la présomption d'innocence.

La VP en charge de l'égalité Femmes-Hommes et de la prévention des discriminations explique que nous avons été saisis, au cours de l'été, de cette affaire. Nous avons entendu les différentes parties, dont l'étudiante. Tous les réseaux sociaux s'en sont emparés.

Nous l'avons reçue avec une collègue de la faculté de lettres référente égalité. Nous avons poursuivi les auditions de cette jeune femme et du collègue concerné, avec le Président. Actuellement, le service égalité est en train de finaliser le dossier, et attend la validation du compte rendu par la collègue de la faculté de lettres référente égalité. Nous transmettrons ensuite le dossier au Directeur des affaires juridiques. Nous n'avons pas pu expliquer à cette jeune femme, le jour de l'audition, que nous avons déjà pris rendez-vous avec le directeur des affaires juridiques afin qu'on lui explique les voies de droit qui s'offraient à elle. Malheureusement, elle était souffrante, elle n'a guère supporté de poursuivre l'entretien.

Pour l'instant, nous allons remettre le dossier au Directeur des affaires juridiques qui verra les suites à donner. Nous n'avons pas de pouvoir. Nous sommes là pour entendre les parties. Ensuite, il appartiendra au service juridique de voir avec les intéressés, quelles sont les mesures à prendre, et éventuellement les diriger vers les services concernés sur le plan juridique.

Monsieur CHABRIAT demande si en tant que citoyen concernant ce type d'affaire, sans même être de l'Université, nous ne devrions pas saisir le procureur de la République. En tant que citoyen, personnellement, si cette personne était venue le voir, il aurait fait un courrier au procureur de la République.

Le Président précise que la saisine du procureur de la République ne se fait pas sans éléments

factuels. On pourrait faire un courrier en disant qu'il y a une suspicion de harcèlement, qui a été relatée sur les réseaux sociaux. La probabilité pour qu'un simple courrier donne lieu à une enquête reste faible. Il est préférable de prendre en charge le dossier depuis l'établissement, d'établir le faisceau d'indices ou d'éléments factuels qui permettent d'appréhender réellement la situation et par la suite solliciter, si nécessaire, la juridiction et l'autorité que représente le Procureur. C'est la démarche qui est la nôtre. La saisine de gérer des juridictions serait de l'initiative de la victime présumée, mais au moment où nous avons été saisis, aucune démarche n'avait été entamée par l'étudiante.

Monsieur CHABRIAT demande si juridiquement nous devons porter l'affaire au procureur de la République. « Est-ce que dans la loi, il est inscrit que dès lors qu'on est informé simplement d'une telle affaire, nous devons le signaler en tant que citoyen, il me semble que oui. »

La VP en charge de l'égalité Femmes-Hommes et de la prévention des discriminations explique qu'on peut signaler, mais nous n'avons pas d'éléments. Le Procureur peut recevoir la plainte d'une personne, mais encore faut-il qu'il y ait des éléments, parce qu'on donne foi aux réseaux sociaux, sans avoir recueilli des éléments. En l'occurrence, on avait des motifs effectivement de recevoir l'étudiante, mais encore une fois, nous attendons quand même d'avoir suffisamment d'éléments avant de saisir le Procureur sur ce point.

Madame WALLIAN trouve que la décision est particulièrement discutable. « D'une part, qui êtes-vous pour vous autoriser à collecter des éléments dits suffisamment probants ? Je pense que personne ici n'a autorité à le faire. Deuxièmement, si on prend sérieusement une plainte, il faut externaliser le problème et saisir la justice. Faute de quoi, cela retombe sur l'Université, qui essaie de gérer en interne pour étouffer l'affaire. Donc, à un moment donné, sur un pénal, on n'a pas à arbitrer à l'interne. C'est de l'abus de pouvoir. Et si en plus, il y a calomnie, il est du devoir de l'Établissement de protéger les enseignants ou le calomnié. Donc, quoi qu'on fasse, lorsqu'on veut se saisir de l'affaire et de la traiter en interne, à un moment donné, c'est qu'on ne reconnaît pas la victime potentielle, la gravité de la chose. On s'érige en censeur pour dire que oui ou non, ça, c'est une preuve probante. Troisièmement, c'est au Procureur de le faire en tant que citoyen. Quatrièmement, s'il y a calomnie sur un enseignant, il va falloir régler cela sérieusement. La situation est compliquée par l'ingérence de l'Université dans cette affaire. »

Le Président entend ce point de vue, mais l'Université ne se base pas sur des points de vue. L'Université fonctionne avec des instances décisionnelles qui prennent les décisions. Cet établissement a pris une délibération sur le traitement des situations de harcèlement sexuel, et une délibération sur les situations de harcèlement moral. La Vice-présidente et ses services ont appliqué la délibération que ce Conseil d'Administration a prise.

Monsieur CHABRIAT répond qu'il ne connaît pas le nom de cette personne, et n'a pas eu de témoignage en direct. Donc, en tant que citoyen, il ne peut pas être condamné pour non-assistance à personne en danger, par non-dénonciation au Procureur de la République. Et c'est la raison pour laquelle pour nous protéger, ici, nous n'avons pas à connaître ni le nom de la victime

ni le nom de notre collègue. La question qu'il pose au responsable des affaires juridiques : « si je suis informé *intuitu personae* par cette personne de la situation, je dois écrire au Procureur de la République. Est-ce que c'est dans la loi oui ou non ? Si c'est oui, vous devez le faire. Et si c'est non, vous faites votre enquête, c'est tout ».

Le DAJI précise les références contextuelles et juridiques :

- l'article 40 du Code de Procédure Pénale prévoit que : "Tout dépositaire de l'autorité publique et tout fonctionnaire qui a connaissance dans l'exercice de ses fonctions d'un délit ou d'un crime doit informer le Procureur de la République." Il faut tenir compte également de la jurisprudence applicable.

- la Cour de cassation essaie de tracer un équilibre entre les droits de la Défense (le fait de ne pas jeter en pâture trop rapidement quelqu'un qui serait mis en cause), et garantir les droits d'une victime possible.

On renvoie aux fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, la responsabilité de savoir si les faits dont ils ont connaissance relèvent d'un délit ou d'un crime. Une Administration a aussi un cadre, qui est le disciplinaire. Des enquêtes administratives internes peuvent être diligentées par la Direction des affaires juridiques. Le responsable des affaires juridiques, tel qu'arrêté par les différents textes ministériels, a juridiquement le droit d'accéder à un certain nombre d'informations.

L'arrêt du Conseil d'État, rendu le 2 mars 2020, rappelle que lorsque l'Administration mène une enquête interne, elle doit veiller à respecter un principe de loyauté, et de bonne foi vis-à-vis de ses agents et les droits de la victime, tels que la vie privée de la victime.

L'Administration doit trouver cet équilibre dans l'enquête qu'elle doit mener, car elle ne peut pas juridiquement déclencher une procédure de signalement au Procureur sur tous les faits susceptibles d'être qualifiés de délits ou de crimes. L'Administration n'est pas un citoyen comme les autres.

Le Président aborde la 3^{ème} question relative au dossier DGS : « Madame la DGS a-t-elle repris ses fonctions qui assurent la mission de coordination des services ? »

Réponse : Madame la DGS n'a pas repris ses fonctions, elle est toujours en arrêt de travail, et on va dépasser l'année d'arrêt de travail. Cette situation est préjudiciable pour l'Établissement et qui devra à un moment prendre une décision. La mission de coordination des services est réalisée provisoirement par une équipe de direction générale composée du DAJI, du DFC, du DRH, et du VPCA.

Le Président continue avec la 4^{ème} question suivante relative à la modalité de vote par procuration : « pouvez-vous confirmer que seuls les services administratifs sont chargés de relever nommément les procédures de vote en présentiel, les requêteurs figurant sur la liste des électeurs ? Est-ce que ce sont les services qui interagissent avec les mandants dans le cadre des procurations en présentiel ? »

Le DAJI répond par l'affirmatif.

Madame WALLIAN précise que sa question recoupe celle de Madame BOURMAUD, pour qui la communication en visioconférence n'était pas audible, qu'elle a envoyée par mail, pendant cette séance. C'est au sujet de la procuration des personnels UMR qui sont hors Département : comment cela se passe pour eux, car ils sont en distanciel, et qu'ils ne peuvent pas voter par procuration ?

Le DAJI explique que pour les personnels hors Département, s'ils rentrent dans le régime juridique qui est prévu pour les procurations, tel que : hospitalisations, longues maladies, situations de Covid, ou missions hors Département qui ne peuvent être ni modifiées ni différées, ils ont la possibilité de faire un retrait à distance. Mais ils doivent néanmoins adresser leur procuration en original à l'Établissement.

Madame WALLIAN demande ce qu'il entend par « situation de Covid » ?

Le DAJI précise que tout élément qui permet à l'Administration de constater la situation de Covid, avec l'exemple d'une collègue en congé maternité et en situation de vulnérabilité qui ne peut pas prendre le risque de venir jusqu'à l'Établissement pour retirer sa procuration. Dans ce cas, cela est motivé par une suspicion de Covid. Il y a différents éléments qui peuvent le prouver, ou alors une quarantaine liée au Covid, ou tout isolement, que ce soit un isolement décidé par les autorités sanitaires, ou un isolement choisi par l'agent, mais dont on peut raisonnablement comprendre que cet isolement est nécessaire.

Le Président poursuit avec la cinquième question sur la visioconférence, et l'outil de vote. Des réponses ont déjà été apportées. Il précise que des visioconférences avec Madame la Ministre, Frédérique VIDAL, ont eu lieu sous l'outil « Zoom », et que « question.direct » est un outil qui est utilisé par la Conférence des présidents d'université. Le ministère et la CPU utilisent ces outils qui ont été testés avec l'appui de leur service juridique.

Le Président précise qu'il y a une dernière question diverse posée par Madame DUMONT.

Madame DUMONT explique qu'en remplissant sa demande de télétravail, elle a vu qu'il y avait cinq visas. Elle demande si cela est bien raisonnable d'avoir besoin de cinq visas pour du télétravail.

Le DRH précise que le processus adopté pour formuler les demandes de télétravail, voire le workflow, est analogue aux demandes de recrutement formulées au niveau de la GED. À titre de précision, il y a quatre visas, lors de la demande initiale par l'agent qui souhaite télétravailler, conformément à la charte qui a été validée lors du dernier CA : le premier niveau, le visa du responsable ; le deuxième niveau, le contrôle visant DRH BIATSS ; le troisième niveau, le visa du DRH ; le quatrième niveau, le visa de la DGS ; et pour valider la demande, la signature du Président.

Madame DUMONT comprend que la charte de télétravail a été votée en CA pour répondre à des besoins. Pour sa mise en place, il peut y avoir deux obstacles, qui peut être l'accord du directeur des services ou du chef de service, et qu'on a ou pas un matériel à disposition. L'instruction au niveau de la DRH BIATSS se justifie pleinement, toutefois se pose la question aux niveaux DGS, Président et même DRH, puisque l'instruction se fait également au niveau à la DRH BIATSS. Cette procédure vaut et se justifie pour une embauche. Mais pour le télétravail, ce circuit est long et chronophage pour la direction qui a d'autres dossiers complexes à gérer. On pourrait simplifier. Cela rejoint et traduit l'ambition des ambassadeurs de la transformation. On dispose des délégations pour que les choses arrivent vite. « Sinon, notre arrêté de télétravail, on va l'avoir en 2021 ».

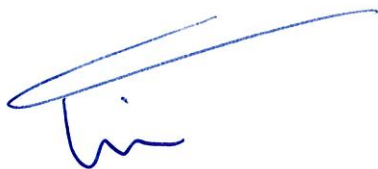
Le Président est d'accord avec cette vision. On pourrait avoir la possibilité de simplifier par des délégations de signature qui pourraient être accordés.

Madame DUMONT précise qu'au-delà de l'instruction, l'organisation du temps de travail relève du chef de service et aussi des moyens pour l'informatique. L'Établissement a créé une Charte et en a pris acte.

Le Président explique qu'il y a deux aspects. Le premier aspect est réglementaire, il faut s'assurer que la réglementation soit respectée et que les personnes qui émettent des visas aient les bonnes compétences. Le deuxième aspect est qu'on met en place au sein de l'Établissement le télétravail à une échelle beaucoup plus importante, et on est dans un processus d'amélioration continue. On est tout à fait ouvert à simplifier, sous réserve de réglementation, et en accord avec le groupe de travail.

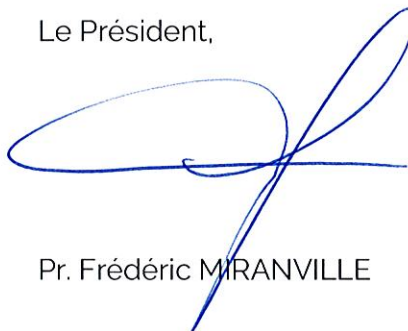
L'ordre du jour étant épuisé, le Président remercie les membres de leur présence, à la fois physiquement et à la fois en distanciel. En effet, c'était la première séance du Conseil d'administration réalisée en hybride à l'occasion de ce mandat. Il clôture la séance à 13h42.

La secrétaire de séance,



Tatiana LEBEAU

Le Président,



Pr. Frédéric MIRANVILLE